

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Droits de l'homme élément fondamental de l'identité européenne

Déclaration du Chancelier fédéral, M. Helmut Schmidt, au Bundestag allemand sur les droits de l'homme (extrait)

Le gouvernement fédéral a souvent et clairement manifesté, même au Bundestag, son attitude en face de l'acte final de la C.S.C.E. (*) et également en face de la sauvegarde internationale des droits de l'homme. C'est avec fermeté et chaleur qu'il s'est toujours battu pour le respect des droits de l'homme, où que ce soit. C'est pour cette raison que la sécurité et la sauvegarde des droits de l'homme sont un élément auquel on ne peut pas renoncer dans toute organisation de paix et de collaboration internationale.

Le gouvernement fédéral rappelle que sa politique est de servir la personne en tant que telle, que cette politique trouve sa signification et son but finals dans la réalisation des droits de chacun et du respect de la dignité de l'individu. Ce ne sont pas là que des mots. Dans le cadre des Communautés européennes, par exemple, le gouvernement fédéral - agissant de concert avec ses partenaires - a élevé en 1973 le respect des droits de l'homme à un des éléments fondamentaux de l'identité européenne, de l'essence européenne. Les principes de la démocratie, la liberté de la personne et la domination du droit sont les critères de la Communauté atlantique qui s'est unie, justement, pour défendre ses valeurs. Sachez également, par exemple, que M. Genscher a présenté aux Nations Unies le projet d'une Cour internationale des Droits de l'Homme.

Un de nos collègues a cité le discours que le président Carter a prononcé récemment aux Nations Unies. Je me réfère à une partie de ce discours où, à propos des droits de l'homme, M. Carter a déclaré:

« Chercher la paix et la justice signifie, également, le respect de la dignité humaine. Tous les signataires de la Charte des Nations Unies se sont engagés à observer et à respecter les droits fondamentaux de l'homme. Par conséquent, aucun membre des Nations Unies ne peut affirmer que le mauvais traitement de ses propres citoyens est une affaire qui ne concerne que lui exclusivement. Et aucun membre ne peut manquer à son devoir de parler de tortures et de privation immotivée de liberté ici ou là dans le monde ».

Le gouvernement fédéral partage cette façon de penser du président américain.

Il est naturel que nous ayons particulièrement à coeur les droits des Allemands. Mais il ne faut pas oublier, du moins selon moi, que notre engagement n'est pas uniquement valable pour les droits de l'homme dans la R.F.A. ou en Europe orientale, mais aussi dans toutes les parties du monde. Les tortures, les massacres, les expulsions qui, par exemple, ont lieu au Cambodge ou au Chili ou bien en Afrique du Sud, nous concernent dans la même mesure.

Et j'ajoute: nous ne pouvons rien acheter à nos partenaires de l'Est ou ailleurs dans le mon-

de, si nous nous trouvons en défaut devant la dignité et plus précisément si nous manquons de respect à la dignité de chacun.

Nous perdriions notre propre dignité si nous nous faisons retirer le droit d'exprimer nos convictions et nos jugements sur le droit de l'homme dans le monde.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a permis de faire en sorte que les droits l'homme soient devenus pour la première fois un élément essentiel de tout le processus mondial de détente entre l'Est et l'Ouest. Dans ce sens, mais aussi dans d'autres, la signature de l'acte final d'Helsinki est incontestablement une ciselure importante dans l'histoire de l'Europe d'après-guerre.

Le «respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales» a trouvé sa place dans le principe 7 de la liste des principes de l'acte final.

Nous ne nous sommes pas attendus - et je crois que personne ne s'y soit attendu [nous l'avons dit dans des discours officiels à Helsinki également] - que cette déclaration commune de volonté, tel est l'acte final d'Helsinki, fasse des miracles d'un moment à l'autre ou, d'un moment à l'autre, change fondamentalement la si-

tuation en Europe. A Helsinki, nous avons salué un début qu'il s'agissait et qu'il s'agit de poursuivre en un patient travail. Helsinki a donné le branle à un développement qui a permis à un certain nombre de personnes, composé essentiellement d'Allemands, de se rendre dans la République fédérale d'Allemagne, dans le pays auquel ils se sentent liés par l'origine, la famille et la langue et dont le mode de vie correspond à leurs désirs et à leurs images.

Personne ne peut mettre en doute que le processus de détente est long et difficile. Dans mon discours d'Helsinki, je déclarai qu'il s'agissait d'un chemin que nous devons parcourir avec patience et persévérance, sans nous laisser décourager par les contrecoups, un pas après l'autre. Effectivement depuis lors, le processus de la détente s'est amplifié. Après Helsinki, les facilités accordées pour les individus sont devenues un élément important de cette évolution.

Nous mettrons à profit les mois prochains pour nous préparer à la Conférence de Belgrade. Il s'agit d'examiner sans préjugés les différentes suggestions.

(*) Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.



LE CLIMAT DE LA CONFERENCE DE BELGRADE

par P.V. VANDOROS

UN DOCUMENT SANS BASE JURIDIQUE

La conférence de Belgrade a été préparée depuis longtemps en coulisses. Ce qui s'est passé au palais de la capitale de la Yougoslavie n'a été rien d'autre qu'un spectacle pour le grand public.

Le climat psychologique de cette conférence est très intéressant. Celui du front «EST» est bien connu. «Faites comme nous, dit Moscou, et ce sera bien». Mais les Occidentaux? Quel est leur état d'esprit qui semble plus défensif qu'offensif?

Pour mieux le comprendre nous croyons qu'il sera utile de retenir quelques phrases des discours prononcés à Strasbourg fin avril, à l'occasion de la 29^e Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à propos de l'acte final de Helsinki.

Nous reproduisons ainsi d'après le compte rendu officiel A.S. 29/cr. 4 de la quatrième séance de mercredi 29.4.1977: «Le rapporteur de la Commission des questions juridiques:... L'acte final de la Conférence d'Helsinki contient de nombreux aspects juridiques dont il est fait mention dans le rapport: règlement pacifique des différends, arbitrages commerciaux, droits de l'homme, libre circulation des personnes, échanges d'informations. La commission des questions juridiques a préféré approfondir la nature et le caractère juridique de l'Acte final. L'expression «Acte final» n'a pas de signification précise en droit international. Dans de rares cas, on peut l'assimiler à un traité, comme pour l'acte final du Congrès de Vienne de 1815, mais habituellement il n'est qu'un compte rendu analytique des travaux d'une conférence internationale.

L'acte final de la Conférence d'Helsinki se situe entre ces deux extrêmes. Ce n'est pas un traité, et c'est pourquoi il n'a pas été enregistré conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. D'autre part, il n'a pas été publié dans le recueil des traités des Nations Unies. N'étant pas un traité, il n'a donc pas exigé la longue procédure de ratification et sa mise en oeuvre a pu commencer le jour où il a été signé. *Evidemment, il ne s'agit pas d'obligations juridiques, mais plutôt d'obligations politiques et morales*». C'est-à-dire rien d'autre que le propagande «à la manière de...».

Nous reproduisons du même document les paroles du rapporteur de la Commission chargée des relations avec les Parlements nationaux et le public: «Aucun Parlement n'a constitué de commission ad hoc et aucun ne semble prêt à le faire. L'application de l'Acte final est considéré comme relevant des commissions des affaires étrangères ou des assemblées plénières. Le Sénat français, par exemple, a répondu qu'il préfère des méthodes diplomatiques plus discrètes à la Constitution d'une Commission ad hoc».

Le rapporteur général nous dit, entre autres: «Le catalogue des dix principes qui servent de base juridico-politique multilatérale au développement de la détente est, en soi, créateur de désordre. Chacun des deux systèmes socio-politiques en présence, assure vouloir respecter l'intégralité de ce catalogue de principes. Or chacun de ces deux systèmes donne à ces principes des définitions différentes, différentes quant à la Hiérarchie qu'ils leur accordent, différentes quant à l'applicabilité.

A LA MANIERE DE CHACUN

Les pays de l'Est considèrent que le principe numéro trois concernant l'inviolabilité des frontières est fondamental pour la normalisation des relations entre Etats, alors que les pays de l'Ouest mettent l'accent sur le principe numéro sept, concernant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Pour l'Est, chaque principe n'est applicable que «dans le cadre des règles des sociétés communistes et des lois de chaque Etat».

Ainsi l'efficacité du document se trouve au bon plaisir des préopinants.

Les parlementaires ont démontré que l'Urss et les pays de l'Est ne respectent pas la Charte des droits de l'homme. Mais le délégué de la France, dans son discours, accuse aussi certains pays de l'occident en dehors des pays de l'Est.

IL Y EN A AUSSI D'AUTRES...

Ainsi: (Document AS/29/CR.5 Jeudi 28.4.77). «Certes je sais très bien que l'on ne manquera pas de nous objecter: «Mais à quoi sert

cette charte et ses beaux principes si ensuite les pays signataires ne les respectent pas?» Mais croyez-vous, mes chers collègues, que la charte des droits de l'homme des Nations Unies est respectée intégralement par tous les pays membres de l'ONU? Vous savez très bien qu'il n'en est rien. Devons-nous pour autant ignorer et même renier cette charte des droits de l'homme? Certainement pas. La meilleure preuve en est qu'ici même, au Conseil de l'Europe, nous avons commémoré le 25^e anniversaire de l'existence de cette charte. Et êtes-vous même sûrs que notre convention des droits de l'homme soit respectée par tous les pays qui composent notre Assemblée?

Rassurez-vous, je ne vais pas revenir sur un sujet qui m'est cher, à savoir la situation dramatique des Chypriotes grecs. J'ai dit suffisamment ce que je pensais de cette question pour ne pas y revenir. Je souhaite simplement, une fois de plus, que le conseil de l'Europe ne reste pas aveugle devant une telle situation et qu'il ne soit pas sourd au point de ne pas entendre les pleurs, les cris de douleur et de désespoir des 200 000 Chypriotes grecs, enfants, femmes et vieillards, qui brutalement ont été chassés de la région du foyer où ils vivaient depuis des siècles et depuis plusieurs générations pour vivre désormais lamentablement sous des tentes dans des camps de réfugiés.

De l'excellent rapport de notre collègue M. Aubert, je veux surtout retenir le passage où il soulignait que, pour que notre action soit crédible, encore fallait-il que nous ayons nous-mêmes la conscience nette et que par conséquent on ne nous reproche pas ce que nous reprochons aux autres».

Le même document reproduit les discours des délégués grecs qui entre autres nous disent:

«Le Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, M. Caglayangil, faisait avant-hier soir ici même un discours riche en belles phrases sur les principes de l'Acte final d'Helsinki et nous donnait l'assurance de leur application par son pays. Barbusse a dit que «l'homme est une machine à oublier», mais cette faculté a aussi ses limites.

Il faudra, à la Conférence de Belgrade, adopter une attitude ferme mais dégagée de tout esprit polémique; cette conférence en effet ne doit pas être l'occasion de faire le procès des pays de l'Est. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où eux-mêmes respectent parfaitement leurs engagements que les pays occidentaux peuvent insister auprès des pays socialistes pour qu'ils respectent les leurs.

Or, les pays de l'Est seraient en train de préparer un dossier sur les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu en Irlande et ils auraient l'intention de présenter ce dossier à Belgrade en se référant au septième principe de l'Acte final d'Helsinki. Ce dernier principe a d'ailleurs été

également violé lors du différend qui a opposé la Grèce à la Turquie à propos de Chypre. De telles erreurs ne doivent pas se renouveler; les pays occidentaux doivent à l'avenir avoir une conduite irréprochable. En effet, comme l'a dit le Ministre des Affaires étrangères de Turquie, il convient, dans les relations internationales, de respecter les règles reconnues par la communauté mondiale».

Sur le même problème, le délégué des Pays-Bas affirme:

«En ce qui concerne la Turquie, il serait utile que l'Assemblée préconise des mesures propres à mettre fin à la détérioration de la situation dans ce pays pour ce qui est du respect des droits de l'homme, car le Gouvernement responsable de cette détérioration risque de ne pas survivre aux élections du 15 juin. Mais les faits doivent être connus et le Conseil de l'Europe manquerait à son devoir s'il passait sous silence certaines violations des droits de l'homme. Quelque 200 étudiants ont été exécutés en dix-huit mois: si cela s'était passé au Danemark ou en Grèce, quelle n'aurait pas été l'émotion de l'Assemblée! Or ces faits s'étant déroulés en Turquie, ils ne semblent susciter guère de réactions. Une équipe de tueurs a tenté d'assassiner le leader d'un parti politique représenté au Conseil de l'Europe, M. Ecevit; elle a heureusement échoué, mais il est à craindre que le 15 juin d'autres coups de feu ne soient tirés en Turquie».

PLUS CONCILIANTS...

Et puis viennent les conciliants:

«Plus que jamais il faut enchaîner l'Urss à cette charte, qui constitue le suprême espoir des hommes qui veulent retrouver la liberté et défendre la personne humaine. A l'heure actuelle, grâce à Helsinki, la liberté est en marche. Certes, la route qu'elle a à parcourir est longue, dure et difficile, mais, ne l'oubliez pas, mes chers collègues, l'histoire nous apprend que lorsque la liberté se met en marche, personne n'a jamais pu l'empêcher d'arriver à la victoire».

Et M. Soares - Premier ministre du Portugal, de nous dire, le jeudi 28.4.77 (Doc. AS/29/CR 5):

Nous nous retrouverons bientôt à Belgrade. Plutôt que de vouloir y juger ceux qui ne respectent pas les droits de l'homme, ne conviendrait-il pas, même si nous savons pertinemment bien qu'ils ne les respectent pas, de rechercher les solutions propres à faire progresser la paix dans le monde?

Le délégué de l'Autriche, souhaite, entre autres:

«plaider pour la liberté tout en préservant la détente. Pour que celle-ci s'affirme, elle doit être accompagnée d'une limitation des armements. Un nouvel accord SALT serait décisif pour l'avenir de la paix. Il est très regrettable

que les conversations de Vienne n'aient pas abouti à un accord sur la réduction des forces armées.

... MAIS PLUS DE SINCERITE

Des idées pratiquées auxquelles vient de s'ajouter le voeu du délégué grec:

«Plus de sincérité. Il nous faut, Monsieur le Président, chers collègues, faire preuve de plus de sincérité à l'égard des pays de l'Est comme l'égard de la Corée du sud, de l'Afrique australe ou de l'Amérique latine. A juste titre, Monsieur Aubert, vous vous référez au Professeur Maurice Duverger qui remarque que, ni à Santiago, ni à Buenos-Aires on ne pourrait concevoir la publication d'un manifeste analogue à celui des intellectuels de Prague, car ses signataires auraient en même temps signé leur arrêt de mort. Voilà, Monsieur le Président, chers collègues, pourquoi il nous faut montrer plus de sincérité dans le domaine des droits de l'homme». (Applaudissements).

Et pour conclure son exposé, le rapporteur général, M. Aubert, nous dit entre autres:

«Aujourd'hui, nous assistons d'une part à une offensive systématique et tous azimuts du Président américain Jimmy Carter pour la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, offensive dirigée aussi bien contre certains régimes d'Amérique du Sud - Argentine, Brésil - d'Afrique et du Sud de l'Asie, que contre le gouvernement soviétique ou les gouvernements des pays frères.

D'autre part, nous assistons à une contre-offensive de l'Urss qui a établi un catalogue des violations des Droits de l'Homme en Occident. Certains échos nous sont parvenus, il y a quelques jours seulement, de Turquie, où semble-t-il sont pratiquées quelques tortures de prisonniers politiques. Nous courons évidemment le risque que ce catalogue de violations des Droits de l'Homme ne soit pas absolument dépourvu de tout fondement. Si nous voulons être crédibles dans notre dénonciation de la violation des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales par les pays de l'Est, nous devons, chez nous aussi, commencer par dénoncer tout ce qui pourrait être contraire et opposé aux Droits de l'Homme et aux libertés fondamentales».

Nous avons retenu quelques phrases des discours tenus à la 29^e Assemblée parlementaire qui a eu lieu à Strasbourg les 25-29.4.77, débats autour de l'Acte final de Helsinki et comme acte préparatoire de la Conférence de Belgrade.

Des pensées, de brillantes pensées. Mais rien d'aute. Ce sont beaucoup plus des préparatifs de guerre que des actes de paix. Mais peut-être que les latins avaient raison dans leur adage: Si vis pacem, para bellum.

P.V. V.



The Belgrade Conference for European Security could be the end of all hope or it may mark the beginning of confidence. All depends on the frame of mind in which the participants will come. It will be much easier, of course, to have Belgrade as the end of all hope. There is Yalta with its spirit of blocs and spheres of influences to guarantee it, and there is Helsinki with its doctrinaire spirit and cheating, in the hope of achieving spectacular propaganda aims.

There is, nonetheless, a slim chance that Belgrade should become instead of the end of all hope, the end of fear in Europe - and with this, the beginning of confidence. This slim chance lies in the recognition by all the participants of the plurality in diversity of Communist regimes in Europe and the necessity for these Communist countries to be absolutely independent and free from any threat of brutal intervention. In other words, the security of Europe can start from the independence of the Eastern European countries. This would be a relatively small achievement for it should not be too difficult for either the West or the USSR to recognise a reality which requests only due consideration and confirmation. Yet the step forward, as far as peace and security in Europe go, would be very significant. It is from the independence, absolutely guaranteed, of the Eastern European countries that a more reasonable attitude would spring up on both sides of Europe. It is through this that the fear which mortgages Europe today, may be lifted and through this only that the intentions of the USSR may be assessed for the future. A Europe which was liberated from fear of ominous military powers, may become the first step to a world where such military powers would stop confrontation and war by proxy.

To achieve this first success, vital to life in Europe, those who will go to Belgrade should do so with less dogmatic principles and more concern for humanity; with less of a partisan spirit and more willingness to understand things and phenomena of which they do not approve. This is why no one who is a fanatic Communist or a fanatic anti-Communist should take the route to Belgrade. All the work of influence performed by the organisations of political refugees and pressure groups and all the cinematographic effects which the dissidents may have achieved should be discarded, and the Conference of Belgrade kept clean from any sterile ideological struggle. Neither reciprocal denunciations nor ideological confrontation would bring us the liberation from fear, at Belgrade, and Europe needs the end of this mortgage on its life urgently.

All the sympathy which some participants may have for the political refugees who have become by now professional in their activity should be left aside; all hatred others may have for them should equally be discarded and the Conference kept on the level of dispassionate, responsible statesmen. Political militancy killed the fascinating prospects of Yalta and the illusions of Helsinki. Let us hope that statesmanship will bring a glimmer of hope to Belgrade - this can be, if all concerned want it.

Would the USSR like to give a token of their good faith? If so, to join in with the West for a guarantee of the absolute independence of East European countries should not be difficult. Would the West like to find, together with the USSR, the best way to reconcile the imperative need for liberation from fear with a legitimate concern for security on the Western frontiers of the USSR? This should not be difficult. The Western powers have had no intention of building up any military pressure in Europe and the USSR can verify this at any time. It is to be hoped, therefore, that Belgrade will not mark the death of all hope, nor that it will show up or denounce the villain.

from

June 1977

NEWSLETTER

*of independent opinion on British,
European and world affairs*

UNE VICTOIRE DE LA DEMOCRATIE UNE GRANDE DECEPTION POUR LES COMMUNISTES

par H. MULLER

Le 15 juin, les Espagnols ont été appelés pour la première fois depuis quarante et un ans à élire librement leurs représentants au Parlement. L'atmosphère dans laquelle s'est déroulée la campagne électorale et surtout les résultats du vote ont prouvé la grande maturité de ce peuple, son civisme, sa volonté d'améliorer et non pas de détruire les structures du pays. La campagne électorale a été animée, mais correcte; les incidents ont été rares et insignifiants, compte tenu de l'enjeu et du choc provoqué dans les esprits par cette campagne.

Depuis l'avènement du nouveau régime, l'Europe a regardé avec sympathie mais aussi avec appréhension l'évolution de l'Espagne vers la démocratie parlementaire. L'Espagne représente un point d'appui ferme pour l'Otan une garantie pour la défense de la Méditerranée. Mais si l'Espagne glissait vers une situation d'instabilité politique comparable à celle de l'Italie? Un motif de grande préoccupation était l'inconnue représentée par la force réelle du parti communiste; jusqu'à Pâques ce parti était encore illégal, et beaucoup d'hommes politiques de droite et du centre insistaient sur la nécessité de maintenir les communistes dans cette situation. Le Premier ministre ne les écouta pas, et il eut raison. En effet, le pourcentage des votes obtenus par les communistes a été inférieur

même à celui que prévoyaient leurs ennemis: à peine 10%, ce qui correspond à 28 sièges au Parlement. L'Union du Centre démocratique, la coalition de M. Suarez, dispose de 280 sièges (38% des votes), suivie du Parti socialiste ouvrier, avec 175 sièges (28% des votes).

M. Santiago Carillo, le grand vaincu de ces élections, estime que ce résultat est «rassurant» pour l'Otan, les Etats-Unis et l'Europe occidentale, et propose un gouvernement de centre-gauche (sans les communistes). L'échec retentissant de son parti est une des plus belles preuves de maturité politique des Espagnols. On connaît bien les efforts de M. Santiago Carillo d'apparaître comme détaché de Moscou et ses critiques contre le système établi dans les pays de l'Est. Malgré son «eurocommunisme» à outrance et son esprit modéré, les Espagnols de gauche lui ont préféré les socialistes. «L'Espagne vient de voter comme un pays de l'Europe du Nord», a commenté un homme politique italien.

Les commentateurs sont unanimes à féliciter M. Suarez, non seulement pour le triomphe de la coalition qu'il porta à la victoire, mais aussi pour les conditions et l'atmosphère des élections. N'oublions pourtant pas le rôle du roi. «Depuis le premier jour de son ascension au trône - écrit «Le Quotidien de Paris» - Juan Carlos a vécu dans l'obsession

du passé récent ou ancestral. Son action s'est tout entière tendue vers un objectif unique, celui d'éviter la division, l'antagonisme, le choc... Dans l'immédiat, il vient de réussir, et c'est pourquoi la monarchie reste aujourd'hui le véritable vainqueur des élections qu'elle a réhabilitées».

M. Suarez entend élaborer une nouvelle Constitution, en accord avec les principaux partis représentés aux Cortès. Plusieurs exigences de la gauche seront probablement satisfaites, à savoir: le gouvernement doit être responsable devant le Parlement; les régions demandent une autonomie partielle (on négociera avec les Catalans et les Basques: «quelque chose à mi-chemin entre l'indépendance totale et une simple décentralisation»). Le futur gouvernement de l'Espagne sera sans doute une coalition basée sur un bloc parlementaire homogène formé de douze partis, certains d'orientation démocrate-chrétienne ou social-démocrate, d'autres à peine dégagés du franquisme. Personne ne se dissimule les graves difficultés économiques qu'il devra affronter et qui pourront avoir des conséquences négatives sur la solidité de la formule politique. Mais elles pourront accélérer le processus d'approche de l'Espagne vers le Marché Commun et d'intégration de ce grand pays à l'Europe libre et démocratique.

H.M.

SPECIAL B.E.



Les exécuteurs Testamentaires de Pierre le Grand

par ROBERTO CESTELLI

... et l'Europe se contente de regarder!

La politique du gouvernement de Moscou, expression du communisme soviétique, fut initialement dominée par l'idée, somme toute romantique, d'une expansion mondiale du marxisme par le biais d'une révolution prolétaire.

Mais déjà, au cours de la deuxième décennie du pouvoir, une seconde tendance commença à se manifester: celle d'une expansion effective de l'Urss à des fins impérialistes.

Urss: De la révolution prolétaire à l'idée d'un empire

Les deux tendances allèrent de pair, jusqu'à un certain point, bien que sur des routes différentes; mais dans l'esprit des patrons du Kremlin la fin impérialiste prit rapidement le dessus et l'idée romantique et révolutionnaire fut, comme cela advient toujours, manipulée pour le but final que Pierre le Grand avait déjà si parfaitement identifié: la création d'un empire russe qui tienne sous son influence directe le monde entier.

Le rêve de Lénine, le révolutionnaire atroce mais pur, qui avait toujours idéalisé la Russie comme la mère d'un socialisme mondial, mais hostile à toute conquête et à tout pouvoir sur d'autres peuples, fut trahi par Staline qui, après avoir instauré un pouvoir personnel, fit prévaloir la tendance impérialiste et transforma le communisme de drapeau idéal en un instrument de conquête sournois.

Mais Staline trahit non seulement Lénine, mais encore plus les travailleurs du monde entier qui voyaient, et voient encore, dans le signe de la Faucille et du Marteau, non pas l'étendard de l'impérialisme soviétique, mais celui de la liberté et de la justice sociale.

Le tsar Staline

Selon la première conception stalinienne, l'élargissement de l'influence soviétique à toute l'Europe devait s'effectuer par la mise en place graduelle du communisme au sein du gouvernement des diverses nations, à travers les partis communistes locaux et sous la conduite de Moscou, et le

pouvoir devait y être détenu sous une forme monopoleuse et utilisé selon le modèle soviétique et dans la voie que Moscou avait personnellement désignée.

Le dictateur soviétique était tellement conscient que les pays capitalistes européens auraient tous été réduits, à la fin de la guerre, à un champ de ruines et qu'ils auraient donc été à sa merci, qu'en 1943 - pour contenter également ses alliés et ne pas provoquer un ralentissement dans le flux imposant de leurs fournitures - il dissout le Komintern comme pour symboliser et confirmer la renonciation de l'Urss à la révolution mondiale.

Au cours de la dernière période du second conflit mondial, l'Urss avait réalisé son expansion à travers de véritables annexions territoriales auxquelles la Grande-Bretagne de W. Churchill et les Etats-Unis de F.D. Roosevelt avaient, avec une extrême légèreté, pour ne pas dire plus, donné leur assentiment.

Les Etats baltes furent littéralement phagocytés, la Roumanie fut contrainte de céder la Bessarabie et la Bucovine, la Pologne la zone polonaise de l'Ukraine et de la Biélorussie, et la Tchécoslovaquie l'Ukraine transcarpatique.

Au cours de la dernière période de la guerre, les dirigeants communistes européens, qui avaient passé leur exil comme hôtes de l'Urss, avaient été opportunément endoctrinés sur l'art et la manière d'élargir, dans leur pays respectif, l'influence du Parti, sur la façon d'obtenir le plus de leviers possibles du pouvoir, direct ou indirect, sur comment désagréger, par une démagogie exaspérée, l'économie et l'ordre public, sur comment détruire le sens de l'Etat, sur comment profiter du mécontentement des masses et le stimuler, en un mot sur comment préparer une subversion ou une révolution pour s'emparer du pouvoir suprême et imposer la dictature, au nom du peuple naturellement.

Puissamment aidé par Moscou, le communisme arriva partout au pouvoir: en Pologne, en Allemagne orientale, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Yougoslavie et en Albanie, et les frontières de l'Urss se déplacèrent pratiquement jusqu'au coeur de l'Europe.

Avec cette situation et avec l'Italie et la France dirigées par des gouvernements à participation communiste, l'idée impériale de Staline semblait destinée, au cours des premières années de l'après-guerre, à un succès total.

Submergée par de très graves problèmes économiques et peuplée par des masses exaspérées, l'Europe s'orientait nettement vers la gauche, vers Moscou.

Harold Laski, homme politique et président du parti travailliste britannique, alla jusqu'à déclarer qu'en cas de contraste entre les Usa et l'Urss, une Grande-Bretagne aurait épousé les thèses de l'Union soviétique. Travaillé par la dissolution de son empire, son pays n'aurait d'ailleurs pas eu la possibilité de s'y opposer.

Euphoriques mais fatigués, les Etats-Unis en avaient assez des problèmes politiques de l'Europe; à cause d'eux, chaque génération américaine était engagée dans une guerre sanglante.

A cette époque, Staline n'estimait pas qu'un affrontement armé avec les Etats-Unis fût nécessaire.

Le géant soviétique était en train de reconstruire ce que les armées allemandes lui avaient détruit; il attendait, en outre, d'avoir digéré les territoires engloutis et satellisés les nations que ses armées avaient occupées, pour compléter son repas avec le reste de l'Europe qui, pratiquement détruite, était, selon lui, prête à être soviétisée.

Janvier 1951

L'historien tchécoslovaque Karel Kaplan a récemment révélé, sur la base des études et des recherches qu'il avait eu la possibilité d'effectuer sur les documents secrets du Comité Central du Parti communiste tchécoslovaque, qu'en janvier 1951 Staline convoqua au Kremlin une réunion secrète des principaux dirigeants communistes des pays satellites.

Le rêve de Staline, de pouvoir se rendre maître du reste de l'Europe sans combattre et d'éviter, dans cette seconde avancée soviétique vers la réalisation d'un empire mondial, un affrontement armé avec les Usa, était en train de s'évanouir définitivement.

Désormais parfaitement conscients du danger représenté par les visées expansionnistes de l'Urss et du fait que leur suprématie, dans le domaine de l'armement atomique, ne pouvait pas être conservée pour longtemps encore, les Etats-Unis mettaient sur pied en toute hâte un réseau de bases aériennes militaires qui, de l'Arctique à l'Iran, aurait permis aux escadrilles de leurs bombardiers lourds de porter la représaille nucléaire, en cas d'attaque soviétique, dans chaque coin de l'Urss, Moscou y compris.

Une fois ces conditions parachevées et complétées, une attaque de l'Est vers l'Europe occidentale aurait été excessivement risquée pour l'attaquant; le Kremlin estimait, cependant, que ce programme ne pouvait pas être achevé avant 1955.

Staline décide de conquérir l'Europe

Lors de la réunion secrète de Moscou, c'est-à-dire en janvier 1951, Staline considérait qu'il avait devant lui trois et peut-être même quatre ans pour conquérir l'Europe. Le dictateur prit la décision dramatique, au cours de cette réunion, de déclencher, avant la fin de cette période, une nouvelle guerre pour se rendre maître du vieux continent jusqu'à l'Atlantique, les îles Britanniques y comprises, mettant ainsi plus de 3 000 milles marins d'océan entre les nouvelles frontières de l'Urss et le dernier ennemi survivant, les Usa.

Au troisième jour de la réunion secrète de Moscou, les délégués des pays du bloc soviétique se transférèrent au quartier général de l'Armée Rouge où les ministres de la Défense signèrent un protocole strictement confidentiel par lequel chaque pays représenté s'engageait, en cas de conflit armé, à placer ses propres troupes sous le commandement unique et direct de l'Union soviétique.

Moins d'un an auparavant, le 14 janvier 1950, Staline et Mao tsé-Tung avaient signé un pacte d'assistance mutuelle et le lendemain, en Corée, s'ouvraient les hostilités qui permettaient aux Soviétiques de sonder les capacités des Américains en tant qu'ennemis.

Toutes les conditions préliminaires étaient remplies et la préparation fut accélérée; mais le 31 octobre 1952, à Eniwetok, les Etats-Unis réalisèrent la première explosion thermo-nucléaire.

Du dangereux jouet des bombes A, on était passé au terrifiant engin des bombes H, de la fission à la fusion nucléaire, un saut cent fois supérieur dans le domaine de la destruction totale.

Quelqu'un se rendit compte, au Palais rouge de Moscou, du danger accru du projet de Staline et, le 6 mars 1953, le dictateur soviétique mourut, tout juste à temps, peut-être.

L'idée impériale ne meurt pas

Il serait extrêmement intéressant de résumer, chronologiquement, l'évolution des événements qui se succédèrent. La même année que celle de la mort de Staline, à un mois de distance, éclata une révolte ouvrière en Allemagne orientale, prirent fin les hostilités en Corée, grâce à l'attitude ferme du général Mac Arthur, et explosa la première bombe H soviétique.

La déstalinisation commencée par Krouchtchev et la dissolution du Kominform semblèrent vouloir marquer la possibilité d'une coexistence pacifique et l'abandon, de la part de l'Urss, de ses visées impérialistes. Mais ce fut un signe de courte durée: le 14 mai 1955, les représentants des pays du bloc soviétique réunis en Pologne signèrent le Pacte de Varsovie. C'est ainsi que naissait l'Organisation du Traité de Varsovie et se réalisait le projet de Staline lancé lors de la réunion de Moscou en janvier 1951: l'unification de toutes les forces armées des pays du bloc soviétique sous les ordres du Commandement suprême de l'Armée Rouge. Les visées de l'Otv, exclusivement agressives - comme le démontrent leur consistance et leur armement - ont comme premier objectif évident, la conquête par la force de l'Europe occidentale.

L'idée impériale de Pierre le Grand a donc trouvé, après la disparition de Staline, dans les nouveaux gouvernants du Kremlin, d'autres fidèles exécuteurs; et dans leur esprit, l'avancée du socialisme et l'expansion soviétique sont devenues toujours plus de concepts inséparables, dont le premier est désormais exclusivement un instrument du second.

Les Usa prennent conscience du danger

Moins de deux ans après la fin de la guerre en Europe, les Usa commencèrent à prendre conscience de l'énormité de l'erreur dans laquelle ils s'étaient laissé entraîner par Churchill: se mêler prématurément de l'affrontement entre les dictatures hitlérienne et soviétique, au lieu d'attendre que ces deux colosses ne s'usent en un conflit direct et isolé pour intervenir ensuite contre le vainqueur exténué et éliminer définitivement du monde le germe nocif de la dictature et de l'impérialisme.

Dans son ouvrage «La Seconde Guerre mondiale», Churchill reconnut, tardivement, que «la Russie soviétique était devenue un danger pour le monde» (II^e partie - volume VI - chapitre VIII) et conclut en affirmant «Il servirait peu de punir les hitlériens de leurs crimes si la loi et la justice ne régnaient pas et si les gouvernements totalitaires ou policiers devaient prendre la place des envahisseurs germaniques» (II^e partie - volume VI - chapitre XIII).

Le 4 mars 1947, déjà, le président Truman soutenait, dans un discours devant le Congrès américain, la nécessité d'aider les pays européens menacés par l'Urss.

Le mois de mai suivant, la France tout d'abord et l'Italie immédiatement après excluaient les communistes de leur gouvernement.

La même année, il était lancé le plan Marshall d'aides à l'Europe; il était dicté non pas tant par



un esprit de fraternité ou de chrétienté, mais plutôt par la prise de conscience des Usa du danger représenté par une Europe occidentale tombée sous le joug de Moscou.

Il a été écrit dans un rapport au Sénat américain du Comité des Forces armées:

«... S'il existe un endroit, hors des limites territoriales du nord de l'Amérique continentale où nos intérêts peuvent être considérés comme vraiment vitaux, c'est bien l'Europe.

Les membres européens de l'Otan possèdent, ensemble, les installations industrielles les plus vastes du monde, une population supérieure à celle des Usa et de l'Urss, un produit national brut global plus important que celui de l'Amérique et le double au moins de celui des Soviétiques.

Le passage de l'Europe occidentale dans un groupe de pouvoir hostile aux Usa serait inacceptable. Le contrôle de l'Europe occidentale donnerait à un adversaire des ressources industrielles et humaines que nous ne pourrions pas contrebalancer».

La nécessité absolue, pressentie dès cette époque par les Usa, de soustraire au moins l'Europe occidentale à la voracité soviétique, la guerre froide déclenchée par l'Urss et la crainte croissante des pays européens de l'Occident à l'égard de cette dernière, conduisirent à la signature, le 4 avril 1947, à Washington, du Traité de l'Atlantique Nord.

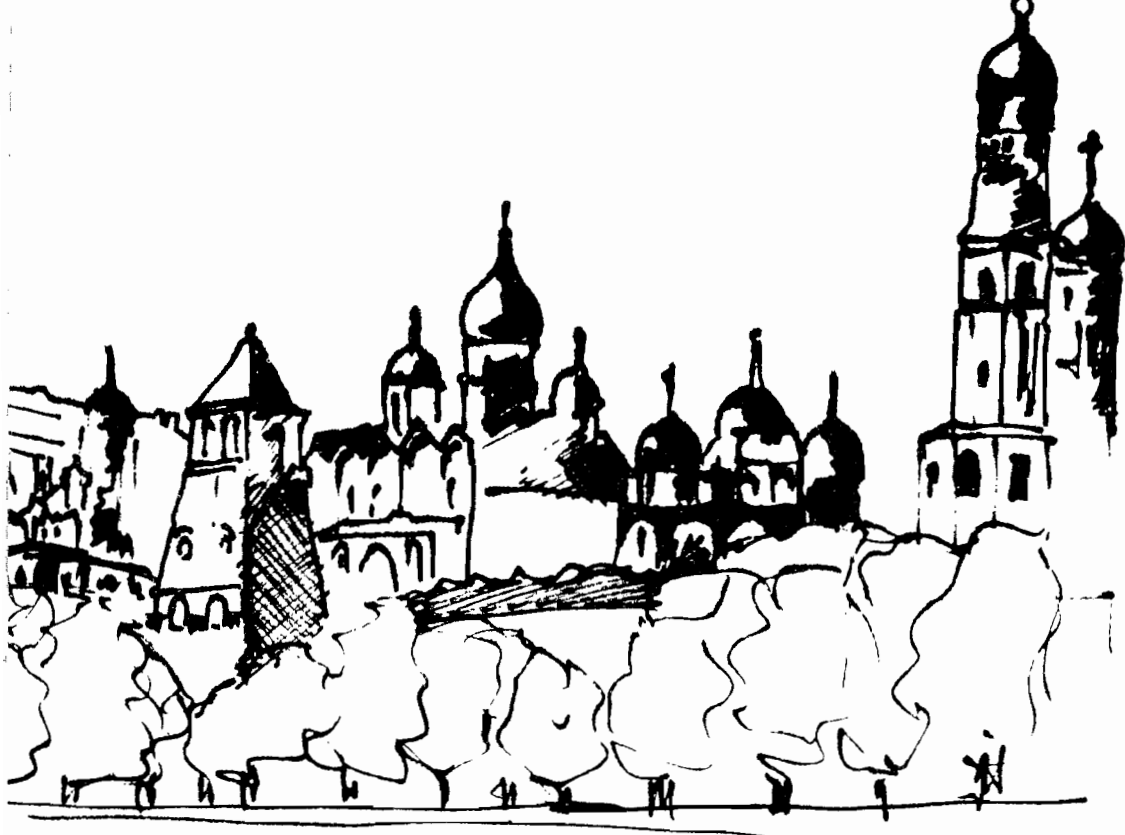
L'Urss est prête

Le comité des Services militaires du Sénat américain a récemment publié un rapport intitulé «L'O.T.A.N. et la nouvelle menace soviétique». Ce document a échappé à l'attention du grand public européen, distrait par des difficultés économiques et des diatribes politiques; et pourtant son contenu est tel qu'il peut provoquer les préoccupations les plus sérieuses à tout lecteur qui prend à cœur la sauvegarde de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Ce rapport révèle que les forces militaires du Pacte de Varsovie ont actuellement la possibilité et la capacité de lancer une attaque armée dévastatrice contre l'Europe occidentale en n'utilisant que les armes conventionnelles, sans avoir besoin d'une mobilisation générale et, par suite, avec un temps de préavis de quelques jours à peine.

La réaction nucléaire: une crédibilité en baisse

Le rapport spécifie, en outre, comment l'Union soviétique, en compagnie de ses alliés de



l'Est, a atteint en Europe une supériorité militaire décisive sur l'Otan et ceci à cause de l'absence de volonté, de la part des pays adhérant au Traité de l'Atlantique Nord, de moderniser leurs propres forces conventionnelles et de les adapter à celles du Pacte de Varsovie, toutes dotées d'armes et d'instrumentations très avancées du point de vue technique.

A une époque de parité des forces nucléaires entre les Usa et l'Union soviétique, la possibilité d'entreprendre des guerres avec succès, en particulier sur des fronts limités, avec des armements conventionnels et même sophistiqués, mais au-dessous du seuil nucléaire, a pris corps à cause d'une crédibilité toujours plus en baisse d'une réaction nucléaire à une agression non nucléaire.

Par conséquent, la stratégie, de l'Otan d'une réaction flexible et croissante en rapport avec la force de l'attaque devient chaque jour plus discutable. Il existe donc une nette disparité entre l'efficacité de la stratégie *déclarée* des membres du Traité de l'Atlantique Nord et la capacité pratique de leurs forces réunies dans l'Otan de *mettre en pratique* cette stratégie.

Le Pacte de Varsovie a été récemment réexaminé pour être modifié afin de pouvoir exploiter pleinement toutes les faiblesses présentées par l'Otan.

Cela revient à dire que le Pacte de Varsovie a non seulement accentué la nature exclusivement agressive de ses visées, mais a ultérieurement renforcé ses forces armées et, fait encore plus grave, en a transformé l'organisation pour pouvoir déclencher une attaque dans n'importe quelle direction et avec une préparation extrêmement limitée dans le temps, au point d'empêcher l'Otan de rassembler ses moyens et de les concentrer dans la zone d'attaque.

Le flanc sud de l'O.T.A.N.: en cas d'attaque, une tuerie

Le flanc sud de l'Otan, poursuit le rapport du Comité des Services militaires du Sénat américain, peut être considéré comme un énorme abattoir où, en cas d'attaque des forces du Pacte de Varsovie, il se produirait une catastrophe et une véritable tuerie.

Alors que la puissance navale soviétique en Méditerranée est en continuelle expansion et y joue un rôle déterminant, les membres méditerranéens de l'Otan semblent renoncer à toutes les responsabilités qui leur incombent à la suite de leur adhésion au Traité de l'Atlantique Nord.

Frappée par une grave crise économique et poussée par l'influence toujours croissante du P.C.I. sur le gouvernement, l'Italie a annoncé des plans pour réduire d'un tiers ses dépenses militaires.

La Grèce a retiré sa participation militaire à l'Otan et les forces armées grecques et turques, qui représentent globalement 700 000 hommes environ, semblent avoir plus d'objectifs offensifs réciproques qu'une défense commune contre un agresseur potentiel venant de l'extérieur.

L'odeur du pétrole qui émane de l'affaire de Chypre a fait oublier à la Grèce et à la Turquie la menace qui plane sur elles deux et la nécessité, en face du danger mortel commun, de rester unies et de résoudre, rapidement et efficacement, les problèmes qui les divisent.

Car il se pourrait également, qu'elles se réveillent, un beau jour, avec «Le Soviétique sous leur lit», patron de ce pétrole et de Chypre qui perturbent tant, aujourd'hui, leurs rapports.

En ce qui concerne les Italiens, il y aurait de quoi sourire, alors que, malheureusement, on ne peut que pleurer sur leur sort. La plupart de leurs hommes politiques, rendus myopes par un provincialisme qui les empêche de voir au-delà de leur propre circonscription électorale, ne perçoivent pas que les problèmes européens sont aussi des problèmes italiens et que la menace soviétique qui plane sur le continent intéresse également l'Italie.

Dans son *show* démocratique, le marquis Berlinguer déclare que le communisme italien respectera les engagements pris par l'Italie avec la signature du Traité de l'Atlantique Nord, mais pendant ce temps-là il rappelle, avec M. Marchais et le compagnon Carillo, le lien des partis communistes occidentaux avec le P.C.U.S. et, donc, leur subordination à Moscou.

Toutefois, plus de dix millions d'Italiens le croient et le soutiennent par leurs votes, persuadés, sans doute, que lorsque le Kremlin ordonnera la conquête de l'Europe occidentale, la tempête de feu des armées du Pacte de Varsovie épargnera, lorsqu'elle flagellera l'Italie, leurs maisons et leurs vies car elles sont marquées du signe de la Faucille et du Marteau.

Quels naïfs!

Sur les pelouses des jardins publics, il y a des pancartes qui invitent à respecter les plantes et les fleurs; mais le vent ne sait pas lire et souvent détruit tout.

Les bombes, les grenades et les missiles sont comme le vent; mais ces engins meurtriers de construction russe reconnaîtront et épargneront, peut-être, ce qui est soviétique, comme le marquis Berlinguer, par exemple.

... et l'Europe se contente de regarder

Vingt-huit ans ont passé depuis la constitution de l'Otan, une alliance défensive sans précédent qui, pour la première fois, a uni le vieux et le nouveau monde et qui a réussi à garantir la paix en Europe pour plus d'un quart de siècle.

La mémoire des hommes est vraiment courte et prête à se retrancher dans les situations les plus commodes.

La faiblesse de l'Otan provient justement de là; c'est depuis trop longtemps que grâce à sa présence elle assure la paix et, par suite, la possibilité pour les démocraties occidentales de développer tous les avantages de la civilisation moderne.

Vingt-huit ans de paix! Seuls, peut-être, les hommes et les femmes de cinquante ans au moins se souviennent ou ressentent le danger extrême de la menace qui pèse sur leur sécurité et leur liberté, qui poussa leurs pères à conclure cette alliance.

Les jeunes ont une attitude qui tend à rejeter le passé; heureusement pour eux, ils n'ont aucune expérience de combien est atrocement douloureuse une guerre, une révolution ou une occupation ennemie, et encore moins de combien peut être terrifiante une expérience qui réunit ou voit se succéder ces trois passages des Cavaliers de l'Apocalypse.

Si la menace soviétique fut ressentie par tous en 1949, aujourd'hui celle-ci est peut-être plus sournoise et plus indirecte, mais pas pour autant moins grave et moins actuelle.

La force armée du Pacte de Varsovie déployée dans toute sa puissance au contact des frontières de l'Europe occidentale est là pour le démontrer.

Malheureusement, la connaissance et la conscience de la réalité des faits en politique étrangère est une vertu dont jouissent peu de gens et sa signification échappe certainement à l'attention des masses.

Et pourtant la transformation de l'Urss de puissance terrestre en puissance navale, sa manœuvre - habilement présentée comme une avancée du socialisme - pour conquérir, en réalité, des bases navales et aériennes en Afrique afin de dominer l'océan Indien, la mer Rouge, la Méditerranée et l'Atlantique, sont autant d'actes préparatoires à la grande attaque à l'Europe.

Bien que constituant désormais un pourcentage influent de l'électorat d'après-guerre, la plupart des jeunes électeurs européens, italiens et français surtout, démontrent, par la façon dont ils utilisent leurs votes et leurs actions de place, ne s'en rendre absolument pas compte.

Il est incontestable que la société européenne occidentale a besoin de changements notables dans presque toutes les nations qui la constituent; les fermentations des jeunes sont donc pleinement justifiées.

La roue du temps tourne désormais à une vitesse supérieure à celle de l'évolution de nos organisations sociales.

Les problèmes renaissent toujours plus nombreux et sont ressentis par des couches toujours plus vastes de la population et les appareils ne sont pas habituellement prêts à les accueillir et à les résoudre avec la rapidité et le caractère exhaustif qu'exige l'opinion publique, en particulier dans les nations où l'opposition, au lieu d'exercer une fonction critique et constructive effective, est devenue démagogique et, uniquement pour des fins de conquête de pouvoir, exaspère chaque demande, bouleverse l'action du gouvernement à travers les syndicats et la place, attaque les organes de l'Etat et mettant en danger la sécurité des institutions et des citoyens, détruit l'économie et détermine des ferments révolutionnaires.

Ceci n'accélère pas, mais retarde et empêche même le développement démocratique de la société. En Occident, l'Italie en est un exemple qui fait peur.

Nos enfants

C'est avec angoisse et douleur que nous voyons tant de jeunes gens et, parmi eux, nos propres enfants, instruments inconscients d'une propagande d'autant plus horrible qu'elle est organisée au nom d'idéals qui seront tous trahis, défiler dans les rues de nos villes en agitant les drapeaux de la puissance impérialiste qui veut nous conquérir et qui est donc pour nous tous une menace.

Mais ces jeunes gens ne semblent absolument pas se rendre compte de l'existence de cette menace.

La grande masse de l'opinion publique européenne, inconsciente du danger extérieur, assiste stupéfaite au développement toujours plus rapide de ces ferments intérieurs qui arrivent dans quelques cas, comme en Italie, maintenant à une phase explosive.

Cela aussi est une manoeuvre provoquée ou tout au moins exaspérée par qui veut nous conquérir; et l'Europe ne peut rester immobile et se contenter de regarder.

L'Otan est un organisme de défense contre une attaque extérieure, mais ne peut rien contre une désagrégation interne et contre une manoeuvre d'encercllement de vastes proportions qui nous couperait toutes les voies de ravitaillement avec l'Afrique et le Moyen-Orient.

Le plan de conquête de Pierre le Grand, grâce au zèle de ses fidèles exécuteurs, est sur le point d'entrer dans son avant-dernière phase exécutive, la conquête de l'Occident européen.

La dernière sera l'inévitable affrontement armé entre l'Urss et les Usa. Elle pourrait également marquer la fin de la race humaine sur la Terre.

Nous, les Européens

Nous, les Européens, nous pouvons faire beaucoup pour sauver notre liberté, pour assurer notre survie, celle de notre démocratie et de la paix, pour conserver un juste équilibre entre les superpuissances et contribuer efficacement au développement civil des peuples du monde entier.

Ensemble, nous représentons une force déterminante, nous devons nous en rendre compte et nous unir, rapidement, totalement.

Unis, toutes les tensions individuelles prendront une autre dimension, tous les problèmes pourront trouver des solutions valables pour les plus de trois cent millions d'individus qui représentent la plus grande force intellectuelle que le monde ait jamais exprimée.

Aux jeunes gens qui affirment tellement *sentir* l'internationalisme, nous commençons par leur demander d'abandonner leur nationalisme pour *se sentir* avant tout *européens*.

Au symbole de la Faucille et du Marteau, aujourd'hui surtout le drapeau de l'impérialisme soviétique, qu'ils substituent celui de couleur bleue avec la couronne d'étoiles, symbole de l'Europe unie.

Bien peu d'entre eux savent, peut-être, que l'hymne officiel de l'Europe est le dernier mouvement de la Neuvième Symphonie de Beethoven, celui où le chœur augmente toujours plus de volume et de mélodie, comme pour affirmer la suprématie de l'Homme libre sur chaque chose.

D'ici un an exactement, les Européens seront appelés à une première épreuve concrète: les élections du premier Parlement Européen.

Nous aimerions qu'ils arrivent à cette épreuve conscients d'accomplir un acte historique: décider du destin de l'Europe.



**VOILA COMMENT L'EUROPE
DEVRA ET POURRA ETRE SOUMISE**

*Telle est la phrase
par laquelle Pierre le Grand,
tsar de toutes les Russies,
conclut son testament
par lequel il laissa en héritage spirituel
à ses successeurs au gouvernement de la nation russe,
le projet de conquête
de tout le continent européen.*

*Deux cent cinquante ans plus tard,
ses héritiers légitimes,
les gouvernants du Kremlin, continuent,
avec une fidélité absolue et un succès évident,
à mettre en pratique ces visées impérialistes.*

*Afin que les Européens n'oublient pas,
dans le prochain numéro, nous reporterons, en anglais,
le texte intégral de ce document historique.*



TESTAMENT BY PETER THE GREAT

**Memoirs of
the Chevalier d'Eon
Captain of the dragoons
knight of Saint Louis
plenipotentiary minister for France at the
court of England**

Volume One

**Paris
Editions de Saint-Clair
MCMLXVII**

L'ITALIE, «PAYS DE FRONTIERE» DE LA C.E.E.



Le gouvernement actuel de l'Italie se fait promoteur d'une politique économique extérieure à brève et moyenne échéance, destinée à porter le pays dans une position économique de premier plan dans le bassin de la Méditerranée. Il y représentera le «pays de frontière» le plus avancé et le plus développé de la C.E.E., tendu vers l'Afrique et le Moyen-Orient, et capable de jouer - grâce à sa technologie et en même temps à son étendue géographique moyenne - un rôle important pour l'essor des pays balkaniques ainsi que des clients-partenaires de l'Afrique et de l'Asie occidentale.

La logique de cette orientation se déduit très nettement des conversations que le président du Conseil italien vient d'avoir en Grèce et en Roumanie, ainsi que des rapports instaurés avec la Yougoslavie. La politique économique italienne que M.Andreotti a présentée devant MM.Caramanlis et Ceausescu semble destinée à éveiller

exclusivement l'intérêt des grandes entreprises italiennes; à notre avis, pourtant, celles-ci seront seulement les pointes avancées du système italien. En d'autres termes, elles auront la fonction de remorquer les petites et moyennes entreprises qui constituent en Italie, le nerf économique le plus fort et dont les racines sociales sont plus profondes.

Les accords de coopération italo-roumains et italo-yougoslaves ont comme conséquence logique que l'Italie - au moment où à Belgrade on discute sur les premiers résultats de la conférence d'Helsinki - peut et doit soutenir la thèse de la possibilité d'étendre les zones de convergence entre les intérêts économiques des pays communautaires et ceux du système socialiste.

Les échanges commerciaux italo-roumains s'inscrivent dans le cadre plus large des relations économiques Est-Ouest. La Roumanie, par le caractère de ses plans de développement économique et par la complémentarité de ses produits, se présente à l'égard de son partenaire italien comme un pays solide et intéressant.

L'endettement des pays du Comecon envers l'Occident est un problème qui provoque toujours plus de nuits blanches aux économistes. Un séminaire récent réunissant à Bruxelles, à la fin du mois de mai, les plus grands experts internationaux a fait ressortir que le Comecon doit actuellement à l'Occident plus de 40 milliards de dollars, et qu'en 1980 l'endettement atteindra 65 milliards.

Quant à nous, nous nous permettons de suggérer aux autorités des Etats communautaires responsables du commerce extérieur, de prendre en considération l'opportunité d'adopter, lorsqu'il s'agit d'accorder des lignes de crédit aux pays de l'Est, les objectifs clairs proposés par M.Andreotti. Plus précisément, nous voulons suggérer que la politique du financement des exportations soit subordonnée à la nécessité d'augmenter les exportations et que, par conséquent, les crédits soient accordés en premier lieu pour les objectifs durables, par exemple pour financer des opérations de «joint venture» de sociétés mixtes avec la participation des pays mineurs de l'Est et de la C.E.E. qui opèrent en Afrique et au Moyen-Orient.

LE FEDERALISTE EUROPEEN A.C. POPOVICI COMMEMORE A GENEVE

Aurel Constantin Popovici (1863-1917), historien, journaliste et homme politique roumain, et un des architectes les plus renommés de l'Europe unie, a été commémoré à Genève le 19 juin par la Fondation Européenne Dragan et l'Union Paneuropéenne, avec la participation de l'Association Amitiés Helvète-Roumaines.

A la réunion organisée dans l'amphithéâtre de l'Ecole Liotard, ont prit la parole pour évoquer l'oeuvre et souligner l'actualité des idées fédéralistes de Popovici, M.C.Ketterer, Maire de la Ville de Genève, S.A.R.I. Otto de Habsbourg, Président de l'Union Paneuropéenne, M. J.C. Dragan, Président de la Fondation Européenne Dragan et M.F. Polli, Président de l'Association Amitiés Helvète-Roumaines.

Etaient présents l'ambassadeur de Roumanie auprès des organismes internationaux siégeant à Genève et d'autres membres du corps diplomatique roumain.

Après la réunion, les participants se sont rendus au Cimetière Saint-Georges, où a été découverte une statue de Aurel Popovici, érigée par la Fondation Européenne Dragan, oeuvre de Mme Ina Popescu.

Dans son projet, publié en 1906, Aurel C. Popovici, animé par de nobles idéals de paix et de coopération entre les peuples, avait prévu et étudié la possibilité de constituer une grande unité fédérative européenne qui, tout en s'inspirant du modèle offert par la Confédération Hel-

vétique, offrait une solution concrète et durable à la coexistence pacifique et constructive des diverses ethnies européennes.

Ouvert aux instances d'autonomie, de liberté et de renouveau des peuples, l'Archiduc François-Ferdinand approuva le projet de l'homme politique roumain et l'adopta. Admirateur et ami de Popovici, l'héritier au trône des Habsbourg pensa en faire le chancelier du futur grand Etat fédératif; mais le 28 juin 1914, l'attentat de Serajevo mit fin à ce songe fédéraliste.

L'Europe perdait une grande occasion et précipitait dans l'incendie de la guerre.

Aurel Popovici se réfugia en Suisse où il s'éteignit le 10 février 1917, survivant moins de trois ans au prince qui aurait pu réaliser son projet.

Les idées maîtresses de ce premier fédéraliste européen du XX^e siècle, reprises par Coudenhove-Kalergi en 1923, se basaient sur le principe de la défense intransigeante du droit de chaque nation à la liberté et à l'égalité, à la conversation et à l'essor de sa propre culture, ainsi qu'à l'institution d'un rapport de collaboration entre les nations libres, à réaliser par étapes jusqu'à l'aboutissement d'une union de type fédéral.

Après soixante-dix ans, l'idée européenne d'Aurel C. Popovici reste extrêmement actuelle.

Dans le prochain numéro de notre Bulletin, nous reviendrons avec plus de détails sur cette importante commémoration.

Genève, le 19.6.1977

Inauguration du monument érigé par la Fondation Européenne Dragan à la mémoire de Aurel Popovici.
A droit:
M. Ottode Habsbourg,
Prof. J.C. Dragan,
M.me Ina Popesco
(sculpteur),
M. C. Ketterer
(Maire de la Ville de Genève).



Problèmes de l'élargissement de la communauté

L'OUVERTURE VERS LE

SUD

par HENRY SCHA VOIR

Le récent voyage du président Mario Soares dans les capitales de la Communauté représente quelque chose de plus que le début des conversations sur l'entrée du Portugal au sein de la Communauté. Après Athènes, qui désire devenir le dixième membre de la C.E.E., Lisbonne est le candidat numéro onze et l'avant-garde de l'Espagne, qui suivra avec le numéro douze, dès que la démocratie sera instaurée dans ce pays.

Les six membres de la Communauté avaient déjà eu des difficultés pour se mettre d'accord. L'élargissement à neuf, par étapes, a entraîné un certain statisme et la prévision de douze ou treize pays membres conduit à l'association d'idées d'une Onu de l'Europe occidentale en mesure de prendre bien peu de décisions. Le problème que pose Soares à la C.E.E. n'est pas seulement le sien propre, mais également celui de la future ligne de conduite politique de la Communauté. La C.E.E. devra décider pour un nouveau plan politique avant même que Soares ne frappe officiellement à sa porte.

Au cours de la conférence des ministres des Affaires étrangères, tenue dernièrement à Londres, il a justement été question de ce projet: on pourrait, par exemple, offrir au Portugal une association économique à la place de l'entrée de plein droit et donner ensuite une plus grande valeur à cet état d'infériorité en faisant participer Lisbonne à la coopération communautaire en politique étrangère. Le Portugal se trouve à mi-chemin entre un pays industrialisé et un pays en voie de développement; et de ce fait, il ne serait pas contraint à assumer toutes les charges économiques d'une admission à part entière. Un tel *status* pourrait être également pris en considération pour le Grèce et l'Espagne.

Mais lorsque la Commission de la C.E.E. offrit à la Grèce une aide financière pour permettre à ce pays économiquement faible d'entrer au sein de la Communauté et de la faire précéder d'une période «intermédiaire», Constantin Caramanlis se déchaîna verbalement contre cette «admission de seconde catégorie». D'autres pays comme Chypre,

Malte ou la Turquie pourraient commencer à s'intéresser aux offres avancées par la Communauté pour une coparticipation politique sans intégration économique.

Le président belge, Léo Tindemans, a saisi l'occasion de son voyage à Madrid pour remettre en discussion le thème du retour des décisions à la majorité prises au sein de la Communauté. Si telle devait être sa condition pour élargir la C.E.E. vers le sud, il se profile à l'horizon un nouveau conflit communautaire, car ni la France, ni la Grande-Bretagne n'entendent renoncer à leur droit de veto. C'est ainsi que l'ouverture vers le sud présente de plus grosses difficultés que celle vers le nord.

Même après son ouverture vers le sud, la Communauté resterait ce qu'elle était précédemment: un ensemble qui évolue avec difficulté, en lutte entre ce qu'elle voudrait et pourrait être en politique mondiale et ce qu'elle est en réalité.

(Kieler Nachrichten, 1977)

Dans
le
prochain
Bulletin Européen:

**SOCIALISME
ET
COMMUNISME**

un article
par
**Alexandra
d'Autriche**

L'EUROPE QUEL DESTIN?

François Visine vient de faire paraître aux Editions Nagard un nouvel ouvrage de synthèse sur les problèmes européens. Cette fois les travaux du Fondateur du Mérite Européen ont été centrés sur les problèmes des relations Est-Ouest. C'est donc un ouvrage qui vient à son heure à un moment où il est de plus en plus question des suites qui ont été données à l'Acte Final d'Helsinki.

Dans une remarquable *préface*, le Chef du gouvernement luxembourgeois, M. Gaston Thorn souligne que «le rappel des erreurs et des grandeurs du passé peut constituer un exercice utile, à condition d'en savoir tirer les leçons et d'en dégager une perspective d'avenir qui se situe au-delà d'une incantation rituelle du passé pour déboucher sur une vision positive du devenir européen.

En réalité l'ouvrage de M. Visine contient deux parties bien distinctes, l'une centrée sur le passé: «De la guerre froide à la détente en Europe», l'autre sur les perspectives: «le destin de l'Europe» d'où le titre de l'ouvrage.

Pour situer d'emblée la portée de son ouvrage, l'auteur rappelle dès l'*avant-propos* les paroles suivantes de Robert Schuman: «Le monde soviétique, voué à un totalitarisme matérialiste, par le choix de ses méthodes autant que des ses objectifs, est à l'opposé de toute liberté individuelle et de tout principe spiritueliste. C'est pour cela qu'une coopération constructive est exclue entre lui et nous, dans le domaine de la culture et de la politique. Il n'y a pas de place pour une communauté véritable: elle suppose un minimum d'affinités et d'aspirations communes». Ce texte a été é-

crit par le père de l'Europe il y a 23 ans. Deux ans après le sommet d'Helsinki beaucoup d'humanistes sincères continuent à se demander si les remarques de Robert Schuman n'expliquent pas le pourquoi de l'échec de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) dans son volet humanitaire, celui qui concerne la circulation internationale des personnes, de l'information et des idées.

La *première partie* de l'ouvrage, historique (pages 3 à 103) développe en 9 chapitres les étapes importantes des relations Est-Ouest, à savoir: Les origines de la guerre froide (Chapitre I), la formation des deux camps (Chapitre II), Allemagne et guerre froide (Chapitre III), les initiatives de l'Est (Chapitre IV), les réactions de l'Ouest (Chapitre V), l'évolution des relations américano-soviétiques (Chapitre VI), l'Ostpolitik (Chapitre VII), la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (Chapitre VIII) et les négociations sur les réductions de forces (Chapitre IX). Ainsi qu'il apparaît par cette énumération, *F. Visine* a passé en revue les éléments saillants Est-Ouest qui ont marqué la période 1944-1976. Pour ne pas trop allonger le développement historique, l'auteur a eu l'ingénieuse idée d'annexer à l'ouvrage une *chronologie* relativement détaillée (pages 191 à 218) qui recense ceux des événements postérieurs à septembre 1944 qui ont un lien plus ou moins direct avec les problèmes de la guerre froide puis de la détente en Europe. Cette chronologie rendra probablement de grands services à tous ceux que la question européenne concerne ou intéresse. Elle complète judicieu-

sement celle parue dans «30 Ans d'Europe».

La *deuxième partie*, le destin de l'Europe, est plus subjective car l'auteur, à juste titre d'ailleurs, donne un éclairage qui est celui d'un humaniste qui milite avec persévérance et de longue date pour que l'Europe s'organise dans la paix et dans le complet respect des libertés et des diversités de ses peuples. Les idées de l'auteur quant aux perspectives sont développées dans les 5 chapitres suivants: les leçons d'Helsinki (Chapitre X), les objectifs de l'Urss (Chapitre XI), les préoccupations des Etats-Unis (Chapitre XII), les défis lancés à l'Europe (Chapitre XIII) et Europe enjeu ou communauté (Chapitre XIV). Les observations de l'auteur sont appuyées par des statistiques révélatrices et par des citations très judicieusement choisies. C'est à nouveau un travail approfondi et sérieux que nous livre celui qui a créé la Fondation du Mérite Européen dont la devise est «Vouloir l'Europe, connaître ses problèmes et agir pour sa réalisation» et dont le symbole hiéraldique figure à la page 4 de la couverture de l'ouvrage.

Dans sa *conclusion* l'auteur axe ses réflexions sur la finalité de l'Europe et rappelle ces propos inquiétants de *Sol-jenitsyne*: «La partie sera perdue si l'Occident perd le sens de la liberté. Donc l'Occident doit mettre son intelligence et sa volonté au service de la liberté».

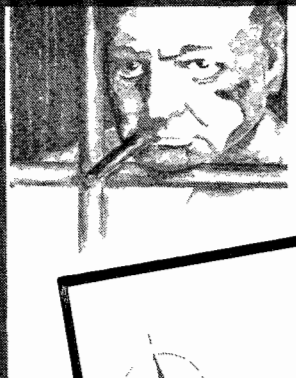
L'ouvrage est complété par une liste des abréviations utilisées et par un index des noms cités.

L'ensemble constitue au total une contribution essentielle à la connaissance des problèmes de l'Europe contemporaine.

Mirko Ardemagni

PROCESSO A CHURCHILL

EDITRICE  NAGARD



ALTRO DESTINO...
...se a Yalta, invece di un fotografo
avessero avuto
di fronte
un plotone di esecuzione...



Editrice Nagard - *Milan (Italia) 1977*
Distribution: *Licosa - Florence, Via Lamarmora, 45*
Brochure - 200 pages - 4 000 lire it.

YALTA - 1945

*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est.*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta.*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Helmut Schmidt</i> : Droits de l'homme, élément fondamental de l'identité européenne	p. 1
<i>P. V. Vondros</i> : Le climat de la conférence de Belgrade	» 2
Belgrade	» 5
<i>H. Müller</i> : Elections en Espagne - Une victoire de la démocratie	» 6
Spécial B.E.	
<i>Roberto Cestelli</i> : Les exécuteurs testamentaires de Pierre le Grand	» 7
L'Italie «pays de frontière» de la C.E.E.	» 15
Le fédéraliste européen A.C. Popovici commémoré à Genève	» 16
<i>Henry Schavoir</i> : Problèmes de l'élargissement de la communauté	» 17
<i>François Visine</i> : L'Europe, quel destin?	» 18
Processo à Churchill	» 19

Directeur responsable: Dante Ferrari
DIRECTION et REDACTION:
Roma, Via Magnanapoli n. 11
Reg. Trib. Roma n. 2840 del 15/12/1951

ABONNEMENTS ANNUELS:
ordinaire F.F. 50
de soutien F.F. 250
(ou monnaie européenne équivalente)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11